

ILS MENTENT SUR LES GILETS JAUNES DEPUIS DES MOIS ET NOUS DEVRIONS CROIRE LEUR PROPAGANDE ANTI-CHINOISE?

Le processus par étapes de la rétrocession complète de l'ancienne colonie anglaise Hong Kong à la Chine (étape « d'autonomie » au sein de la Chine depuis 1997, avant intégration totale en 2047) est un processus tourmenté comme tout processus de décolonisation, chaque force tirant dans un sens opposé, la bourgeoisie hongkongaise appuyée par l'impérialisme refusant de facto l'évolution à terme de l'intégration pleine et entière de Hong Kong à la Chine.

Cela a provoqué ces dernières semaines un mouvement objectivement néocolonial dans la ville, qui prend de plus en plus les allures d'une « révolution colorée » comme nous en avons connues en Europe de l'Est, en Syrie et ailleurs, avant qu'on y déclenche des « guerres humanitaires », directement ou sous faux-drapeau.

Les manifestants pensent ou feignent de se battre pour sauvegarder leur "autonomie hongkongaise" (temporaire) issue de l'accord anglo-chinois Thatcher-Deng Xiaoping de 1984 prévoyant la rétrocession de Hong Kong à la Chine par l'impérialisme britannique en 1997, mais se faisant ils se battent en réalité pour leur soumission à terme à l'impérialisme en général, et en particulier à l'impérialisme le plus fort, l'impérialisme US. Tel est le fond de la lutte en cours.

La ville de Hong Kong était autrefois l'un des si prometteurs « dragons capitalistes » sous perfusion financière en marge du camp socialiste. Le désarroi économique et politique qu'éprouve aujourd'hui la bourgeoisie hongkongaise annonce la fin progressive de son rôle de tête de pont pro-impérialiste consécutive à la croissance et aux progrès incontestables de la République Populaire de Chine. C'est à l'évidence le terreau d'un mécontentement instrumentalisé par le front impérialiste des « installateurs de démocratie ». Hongkong, Taïwan, le Tibet et le Xinjiang sont des territoires que les impérialistes ne cessent de logner pour affaiblir et désagréger la Chine Populaire.

Depuis des années, ils n'ont pas de mots assez forts pour nous dépeindre le « totalitarisme » chinois : Bien des villes chinoises dépassent maintenant de loin Hong Kong, dont le rayonnement dans la région est en chute libre, et les occidentaux ne peuvent l'admettre sans réagir.

Evidemment rien n'est rappelé dans la presse occidentale du contexte de cette légitime rétrocession programmée par étapes à la Chine (et dans lequel s'inscrit le projet de loi sur l'extradition des criminels qui a été l'objet ses premières manifestatos), et le gel du projet de loi, qui a fortement limité la contestation, n'a évidemment pas suffi à calmer des manifestants de plus en plus « couverts » par nos télévisions, comme s'il s'agissait d'une répression sanglante.

Nous reconnaissons les méthodes utilisées ailleurs et

notamment au Venezuela, pour multiplier les actes de vandalisme, les provocations, comme autant de marques d'un mouvement uniquement destiné désormais à montrer des images de « révoltes populaires durement réprimées par le régime chinois » : C'est ainsi que les puissances impérialistes cherchent systématiquement depuis des années à obtenir notre consentement préalable avant des interventions plus musclées contre le grand et « menaçant » ennemi chinois.

Répression ? N'est-ce pas un comble pour le « régime » français, si notoirement menteur, agressif, brutal, assassin des derniers mois, de « dénoncer » ainsi le traitement du conflit par Pékin ? Comment un tel « régime », si mal élu, si peu démocratique, qui a passé son temps à nous salir, nous insulter, nous calomnier dans le mouvement social des gilets jaunes, peut-il croire que nous tomberons dans le panneau ? Comment une presse qui a couvert tant de mensonges éhontés par le passé pour étouffer voire criminaliser nos manifestations anti-guerre, avant la mise à sac barbare de la Libye, comme en Irak et en Syrie, peut-elle avoir encore une crédibilité ?

La prudence vis-à-vis des médiamentonges nous est maintenant cruciale. Elle est en soi un enjeu contre les visées guerrières des impérialistes, dont la France, contre les puissances émergentes qui leur soustraient chaque année de nouveaux « marchés », à commencer par leurs anciennes colonies en Afrique. Et si la stratégie du chaos a fonctionné sur le tracé des oléoducs du Proche-Orient ces dernières années, elle va sans aucun doute se poursuivre, du moins l'espère t-on à Washington et à Paris, en Asie pour couper les nouvelles « routes de la soie » qui sapent les pré-carrés de l'impérialisme autour du Pacifique et de l'Océan Indien.

Ne soyons pas dupes et refusons leur propagande de guerre : elle témoigne de la dégénérescence des systèmes capitalistes en crise que nous subissons de plus en plus difficilement, et leur soit intarissable de domination sur tous les continents !



SOUTIEN AU CAMARADE SAÏD BOUAMAMA VICTIME D'UNE CENSURE PILOTÉE PAR LE RN

Non à la pensée unique! Oui à la liberté de penser et de chercher!

« Depuis 2015, dans un contexte social et politique français marqué par l'urgence, les perspectives des études sur l'extrémisme violent se sont polarisées sur la « radicalisation » dite « djihadiste ». Mais, l'actualité le démontre, différentes violences extrêmes se déploient sous des formes aussi discrètes que spectaculaires, dont des violences politiques et/ou xénophobes. D'autres pays articulent, d'ailleurs, ces différentes expressions de la « radicalisation » violente, dans leurs actions de prévention. »

Voilà ce que dit en substance l'introduction au programme du colloque "Mécaniques de « l'extrémisme violent »" qui devait restituer les 3 et 4 juillet dernier à Bobigny un travail de recherche de 4 années impliquant divers domaines de la recherche scientifique.

Or ce colloque à portée internationale, puisqu'il regroupait des chercheurs de pays comme le Brésil, le Canada, les USA, le Tchad et la Belgique, a été terni par le « boycott » des autorités à savoir le président du Conseil Départemental, la préfète déléguée à l'égalité des chances du 93, la procureure de la République du 93 ainsi que la secrétaire générale du Comité Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CIPDR), pourtant parties prenantes et financeurs du programme de recherche. En outre, le chercheur Saïd Bouamama, sociologue contributeur à ces travaux, s'est vu interdire de participation et de parole au colloque par l'institution porteuse.

Quand le RN souffle le chaud et le froid

Ce boycott des institutions ainsi que cette censure du sociologue et camarade Saïd Bouamama est le résultat de la pression exercée par le RN à travers une lettre ouverte adressée au Ministre de l'Intérieur par Jordan Bardella, la nouvelle icône du parti fasciste. Dans cette lettre, après avoir dénoncé d'illusoires collusions « islamo-gauchistes de Saïd Bouamama, Jordan Bardella exige de l'Etat de refuser de participer à ce colloque, montrant le véritable visage de ce que serait une gouvernance RN :

Pensez-vous que leur offrir une tribune et une légitimité

puisse aider en quoi que ce soit à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation islamiste en Seine-Saint-Denis ? Ne pensez-vous pas qu'au contraire, ces discours haineux, victimaires et « indigénistes » contribuent à ces fléaux ?

Comptez-vous demander à Mme Muriel Domenach et Mme Fadela Benrabia de revenir sur leur participation à ce colloque pour ne pas compromettre votre Ministère avec de tels individus ?

Si la Préfecture de Seine-Saint-Denis est bien partenaire de cet événement, comptez-vous exiger d'elle qu'elle lui retire rapidement et officiellement son soutien ? »

Et les autorités de s'empresser d'obtempérer !

Bien sûr, les propos du Rassemblement National ne nous étonnent en rien car cette vision est celle qu'il voudra imposer si d'aventure il accédait au pouvoir : celle de la pensée unique non critiquable, celle qui ne souffre d'aucun débat, la recherche ne pouvant servir qu'un but : celle de rallier leurs arguments. Depuis de nombreuses années déjà Saïd Bouamama est une cible privilégiée du parti fasciste... mais aussi en son temps, des intégristes du GIA. C'est pourquoi l'accuser de « complaisance avec le djihadisme » comme le rapporte figarovox et valeurs actuelles ferait beaucoup rire si l'heure n'était pas aussi grave. Car aux attaques venant de l'extrême droite s'ajoutent celles des laïcards bien-pensants qui érigent la laïcité non pas en un instrument de tolérance mais en un dogme qui ne souffre donc d'aucune critique, surtout s'il s'agit de la question de l'Islam. Pourtant il suffirait de lire l'intervention de Saïd Bouamama à ce colloque pour comprendre qu'il est à cent lieues de la complaisance dont on veut l'affubler.

Qui cautionne réellement les djihadistes ?

A ce jeu-là, il y a beaucoup de pompiers pyromanes. Tous les engagements récents de la France au moins depuis le début des années 2000 indiquent des collusions troubles entre l'Etat français et les constellations djihadistes. En 1^{er} lieu,



L'Etat français entretient des relations (c'est-à-dire qu'il leur vend des armes) avec les pétro-théocraties du Moyen Orient, Arabie Saoudite en tête, qui financent à tour de bras tous les groupuscules djhadoo-fascistes œuvrant sur les différents champs de bataille : Syrie, Libye, Mali, Nigéria...

Nicolas Sarkozy, en Libye, a soutenu militairement les fractions djihadistes qui ont fait tomber Khadafi. On voit le résultat lamentable de cette opération de « démocratisation ».

M Laurent Fabius, Ministre des Affaires Etrangères, déclare en décembre 2012 que selon leurs alliés syriens le Front Al Nosra, qui n'est autre que la branche syrienne d'Al Qaida, faisait du « bon boulot » en Syrie. Et d'ajouter « ...l'Arabie saoudite, qui a offert 100 millions de dollars pour aider la population syrienne... ». Effectivement, on est heureux d'apprendre que l'Arabie Saoudite s'inquiétait de la situation de la population syrienne : on peut voir actuellement les effets bénéfiques de cette aide sur le peuple syrien comme on peut voir également les effets bénéfiques de l'intervention au Yémen utilisant des armes vendues par la France qui plus est !

Les actions de ces constellations djhadoo-terroristes, qui d'un continent à un autre, d'un pays à un autre, vont changer de nom pour se redonner une nouvelle virginité ne font que servir les visées expansionnistes et d'appropriation des richesses opérées par les impérialismes étatsunien et européen avec leurs vassaux du golfe.

En France, on veut museler la pensée critique

Le Président Macron et son équipe ont voulu faire croire aux Français lors des élections européennes qu'il était le rempart contre l'extrême droite. La censure opérée sur les travaux de Saïd Bouamama sous l'injonction du Rassemblement National montre au contraire qu'en guise de rempart, Macron sert plutôt de marchepied au parti fasciste.

La dérive autoritaire qui s'exerce de plus en plus inexorablement en France contre toute velléité de contestation (militants syndicaux, Gilets jaunes, grévistes des notes du Bac...) en utilisant un arsenal répressif jamais égalé, touche aussi celui de la pensée et de la liberté de la recherche.

Tarissement des financements publics, caporalisation de la recherche, auquel s'ajoute le « devoir de réserve » inscrit dans la loi Blanquer dite de « l'école de la confiance » qui vise explicitement les enseignants et leur liberté de critiquer les réformes de l'Education Nationale...

La censure opérée sur les travaux de Saïd Bouamama constitue un précédent d'une extrême gravité. Elle porte atteinte à la liberté de porter une pensée critique, de la mettre même en débat. En un mot, elle veut museler la recherche...

Il faut défendre la recherche scientifique contre l'obscurantisme et contre la lepénisation des esprits.

SEPTEMBRE 1969 - SEPTEMBRE 2019 CINQUANTENAIRE DE LA MORT DU CAMARADE HO CHI MINH



THEORICIEN MARXISTE LENINISTE, DIRIGEANT HEROIQUE DU PEUPLE VIETNAMEIN POUR SA LIBERATION NATIONALE ET LA REVOLUTION SOCIALISTE, POURFENDEUR DU COLONIALISME FRANCAIS, DU FASCISME JAPONAIS, DU DEFAITISME TROTSKISTE, DE L'ENVAHISSEUR YANKEE, VAINQUEUR DE DEUX IMPERIALISMES ARROGANTS



POUS NOUS COMMUNISTES DE FRANCE, DIEN BIEN PHU N'EST PAS UNE DEFAITE MAIS UNE IMMENSE VICTOIRE!



ARRESTATION AU SENEGAL DU CAMARADE ANTI-IMPERIALISTE GUY MARIUS SAGNA UNE REPRESSION SIGNEE FRANCAFRIQUE!

Déclaration commune Rassemblement Communiste, Association Nationale des Communistes, Pole de Renaissance Communiste en France, Parti Communiste Révolutionnaire de France, POLEX, Faire Vivre et Renforcer le PCF

Le 18 février 2019, le député de la majorité présidentielle du Sénégal, Khoureichi Niasse, expliquait ainsi la concession par l'Etat du Sénégal de blocs pétroliers à l'entreprise française TOTAL et la démission du ministre de l'énergie en désaccord avec cette concession : « *C'est la France qui nous a colonisé durant plus de deux siècles. Et la France n'a jamais pensé que le Sénégal pouvait disposer du pétrole, du gaz, ou d'autres ressources. Elle pensait que le Sénégal se limitait à la pêche, à l'agriculture, à la mendicité et l'élevage. Mais on se réveille un jour et on découvre que le Sénégal a du pétrole et du gaz et bien d'autres ressources. Bien évidemment, il faut que la France vienne réclamer sa part. Quand la France est venue demander qu'on lui donne une zone pour exploration, si le président Macky Sall avait refusé de lui concéder cela, la France allait ouvrir les portes du Sénégal aux jihadistes du Mali pour qu'ils viennent perpétrer des attentats...* » (déclaration faite lors d'un meeting des jeunes de l'alliance des forces du progrès (AFP) à Kaolack).

Le 21 mai 2019, Christophe Castaner, ministre de l'intérieur français, en visite à Dakar déclarait que le « *terrorisme est présent au Sénégal* ».

Le 15 juillet 2019 le FRAPP (Front Révolutionnaire Anti-impérialiste Populaire et Patriotique), un mouvement au Sénégal de lutte pour que la « France Dégage », « les bases militaires françaises dégagent », « le CFA dégage », « les APE dégagent », « Auchan dégage », tient une conférence de presse pour dire : « *La présence militaire française n'a fait que renforcer le terrorisme en Afrique. Les cas du Mali, du Burkina, de la Centrafrique...en font foi. Au point que « la Cheffe de la diplomatie européenne, Federica Mogherini constate que les efforts de l'Europe et des Etats membres en faveur du G5 Sahel augmentent, mais que le niveau de sécurité se détériore.* » et que « *Non seulement cela n'arrange pas la situation, mais même cela empire* » (Bruno Clément-Bollée)... Comment expliquer que l'armée française, dans le cadre de l'opération Barkhane, n'a tué que 450 terroristes, en a attrapé 150 du mois d'août 2014 à février 2018, soit 03 ans et 06 mois, alors que Barkhane c'est 4.500 français face à 3.000 terroristes ? Comment expliquer que 3.000 terroristes tiennent tête à 4.500 hommes de Barkhane, 11.700 soldats de la Minusma, 1.740 policiers et 13.000 militaires maliens équipés de blindés, d'avions, d'hélicoptères et de drones-espions ? Cela s'explique par le fait que l'Etat français avec ses 4.500 hommes au Mali est en collusion avec les 3.000 terroristes. Plus l'occupation militaire française dure, plus les groupes «



djihadistes » augmentent. Dans ce contexte, les propos du ministre français de l'intérieur Christophe Castaner, en visite récemment au Sénégal, selon lequel « Le Terrorisme est présent au Sénégal... » sont graves. Cette déclaration est un chantage terroriste exercée par la France sur le Sénégal pour renforcer son occupation militaire afin d'augmenter sa recolonisation économique ».

Le lendemain 16 juillet 2019, Guy Marius Sagna, militant du FRAPP est arrêté et après quatre jours de garde à vue, le Procureur de la République lui notifie pour le transférer de la Gendarmerie à la prison centrale de Dakar une prétendue infraction de « fausse alerte au terrorisme ».

Le droit d'alerte anti-terroriste et la liberté d'opinion du FRAPP en tant que mouvement citoyen et social légalement reconnu lui est ainsi faussement attribué personnellement pour l'emprisonner.

C'est une grave atteinte aux libertés individuelles et collectives dans le « pré-carré » néocolonial de l'impérialisme français que nous dénonçons avec force.

Ces procédés autocratiques au Sénégal rappellent les atteintes liberticides subies par les Gilets Jaunes, les syndicalistes de lutte de classe et les jeunes des quartiers populaires en France.

Si en France la répression devient l'arme principale pour endiguer les résistances populaires, au Sénégal celle-ci a pour objectif d'empêcher les mobilisations populaires qui exigent la transparence et la vérité sur les contrats léonins d'exploitation du pétrole, du gaz, du zircon, de l'or par le régime libéral partie prenante des réseaux mafieux de la françafrique.

Nous apportons notre soutien internationaliste au FRAPP et l'ensemble des forces démocratiques et populaires du Sénégal et exigeons avec eux la libération immédiate et totale du militant anti-impérialiste Guy Marius Sagna.